

Dans ce texte, issu d'une conférence donnée au printemps 2021, Gilbert Achcar revient sur les débats autour du parti dans les premières décennies du marxisme, puis insiste sur le caractère conjoncturel des formes d'organisations politiques qui doivent constamment être réactualisées au gré des évolutions des sociétés.

Je vous remercie de m'avoir invité à faire un exposé à cette réunion. J'apprécie beaucoup l'occasion de discuter de ces questions avec des camarades du continent africain, étant moi-même né au Sénégal où j'ai passé mon enfance.

Le thème défini par les organisateurs est très large : « *Le marxisme, la stratégie socialiste et le parti* ». Ces sujets sont tous au singulier, bien qu'ils couvrent une pluralité de cas et une grande variété de situations. Il existe de nombreux « marxismes », comme chacun sait, chaque variante prétendant être la seule vraie et authentique. Et il y a certainement de nombreuses stratégies socialistes possibles, puisque les stratégies sont normalement élaborées en fonction des circonstances concrètes de chaque pays. Il ne saurait y avoir une stratégie socialiste mondiale qui serait la même partout et en tout lieu. Je dirais de même qu'il n'y a pas de conception unique du parti qui soit valable pour chaque époque et chaque pays. Les questions stratégiques et organisationnelles doivent être liées aux circonstances locales. Sinon, on tombe dans ce que Léon Trotsky a correctement appelé « *l'internationalisme bureaucratiquement abstrait* », qui s'avère toujours très stérile. Gardons cela à l'esprit.

Je traiterai de quelques conceptions qui ont été développées au cours de l'histoire du marxisme puisque notre discussion s'inscrit dans un cadre marxiste. Et j'essaierai de formuler quelques conclusions en tirant des leçons de la désormais longue expérience du marxisme.

Marx et Engels, le Manifeste communiste et la I^{ère} Internationale

La naissance du marxisme en tant qu'orientation politique théorique et pratique combinée peut être datée de la parution du *Manifeste du Parti communiste* publié en 1848[1]. C'est une longue histoire, qui nous oblige à réfléchir à l'énorme changement des conditions entre l'époque de la naissance du marxisme et notre XXI^e siècle actuel. Marx et Engels firent toutefois preuve dès le début de beaucoup de souplesse, à commencer par le document fondateur du marxisme en tant que mouvement politique. La section sur le rapport des communistes aux autres partis de la classe ouvrière[2] est bien connue, et fort importante et intéressante parce qu'elle définit le cadre du type d'attitude politique lié à la théorie marxiste émergente, qui en était encore à ses balbutiements. C'est une toute première expression de la perspective marxiste et, de ce fait, elle est certainement loin d'être parfaite. Mais c'est un document historique très important pour l'élaboration d'une nouvelle perspective politique mondiale. Conçu comme un « manifeste » politique, c'est un texte très lié à l'action.

On y lit ces fameuses lignes :

« Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires ? Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. »

Cela ne veut pas dire, bien sûr, que les communistes ne doivent pas former leur propre parti, d'autant que le titre même du document est *Manifeste du parti communiste*. En fait, une traduction plus exacte de l'original allemand aurait été :

« Les communistes ne sont pas un parti singulier par rapport aux autres partis ouvriers. » (« Die Kommunisten sind keine besondere Partei gegenüber den andern Arbeiterparteien. »)

Ce qui est en fait souligné ici, c'est que le parti communiste n'est pas différent des autres partis de la classe ouvrière. Quant à ce qu'il faut entendre par « autres partis ouvriers », cela est précisé quelques lignes plus loin, mais l'idée que les communistes ne leur sont pas « opposés » est expliquée juste après.

« Ils », c'est-à-dire les communistes, « n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. » En d'autres termes, les communistes ne forment pas une secte singulière avec un programme qui lui est particulier. Ils luttent pour les intérêts de l'ensemble de la classe prolétarienne. Ils font partie intégrante du prolétariat et se battent pour ses intérêts de classe, et non pour des intérêts qui leur sont particuliers. C'est une idée très importante car nous savons, en effet, de par l'histoire que de nombreux partis de la classe ouvrière en sont venus à se détacher, en tant que blocs d'intérêts particuliers, de la classe dans son ensemble. L'histoire est pleine de tels exemples.

Les communistes n'ont donc pas d'intérêts séparés et distincts de ceux du prolétariat dans son ensemble. Ils n'ont pas de principes sectaires qui leur sont propres et qui seraient séparés des aspirations de la classe. En quoi donc les communistes se distinguent-ils ? « *Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points* » qui sont les suivants :

1/ La perspective internationaliste ou la compréhension que, « *dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat.* » Cette idée du prolétariat en tant que classe mondiale aux intérêts indépendants de la nationalité est un trait distinctif des communistes dans le *Manifeste*.

2/ La poursuite de l'objectif ultime de la lutte de la classe ouvrière, qui est la transformation de la société et l'abolition du capitalisme et de la division en classes. Dans les différentes étapes de la lutte contre la bourgeoisie, les communistes représentent cette perspective à long terme. Ils gardent toujours à l'esprit le but ultime, et ne le perdent jamais de vue en s'enlisant dans des luttes catégorielles ou des revendications partielles.

Ce sont les deux traits distinctifs des communistes en tant que section de la classe ouvrière, en tant que groupe ou parti au sein de la classe ouvrière, luttant pour les intérêts de la classe entière. Cela a des implications à la fois pratiques et théoriques. Sur le plan pratique, les communistes constituent « *la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays* ». Ils sont les plus résolus dans la pratique politique en ce sens qu'ils poussent toujours le mouvement de l'avant, vers plus de radicalisation. Sur le plan

théorique, grâce à leur perspective analytique, les communistes ont une appréhension globale des différentes luttes dans leur ensemble. C'est du moins le rôle qu'ils souhaitent jouer.

« Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers ».

Cet accent renouvelé sur les points communs est important, l'idée que nous, les communistes – et c'est Marx et Engels qui écrivent ici – ne sommes qu'un des partis prolétariens, pas le seul parti prolétaire. La prétention sectaire de constituer le seul parti de la classe ouvrière et qu'aucun autre parti ne représente la classe n'est certainement pas la conception ici défendue.

Et quel est ce but immédiat des communistes qui est partagé avec les autres partis prolétariens ? C'est une bonne indication de ce que Marx et Engels entendaient par autres partis prolétariens. Ce but, c'est la « *constitution des prolétaires en classe, [le] renversement de la domination bourgeoise, [la] conquête du pouvoir politique par le prolétariat.* » Ces objectifs définissent ce que les deux auteurs entendaient par parti prolétarien. Et ils éclairent la phrase initiale qui affirme que « *les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers* » (ou un parti singulier par rapport aux autres partis ouvriers). Par partis ouvriers, Marx et Engels entendaient tous les partis qui luttent pour ces objectifs : la formation politique de la classe, le renversement du pouvoir bourgeois et la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Au-delà de cela, ce que la biographie politique et les écrits de Marx et Engels montrent clairement, c'est qu'ils n'avaient pas de théorie générale du parti ; élaborer une telle théorie générale ne les intéressait pas. Je crois que c'est à cause du point par lequel j'ai commencé : le parti est un instrument pour la lutte des classes, pour la lutte révolutionnaire, et cet instrument doit être adapté aux différentes circonstances. Il ne saurait y avoir une conception générale du parti, valable pour toutes les époques et tous les pays. Le parti de classe n'est pas une secte religieuse calquée sur le même modèle dans le monde entier. C'est un instrument pour l'action qui doit s'adapter aux circonstances concrètes de chaque époque et de chaque pays.

Cette adaptation aux circonstances réelles est constamment à l'œuvre dans l'histoire politique de Marx et d'Engels, depuis leur engagement politique initial au sein d'un groupe qu'ils jugent rapidement trop sectaire – un groupe plus proche de la perspective blanquiste – jusqu'à la vision plus élaborée qu'ils expriment en 1850 à la lumière de la vague révolutionnaire que l'Europe connut en 1848. Dans un texte célèbre centré sur l'Allemagne – *Adresse du Comité central à la Ligue des communistes*^[3] – les deux amis décrivent les communistes comme appliquant exactement l'approche qu'ils avaient exposée dans le *Manifeste communiste*, en s'efforçant de faire avancer le processus révolutionnaire et prônant l'organisation du prolétariat séparément des autres classes.

À cette fin, ils appelaient à la formation de clubs ouvriers. Ils avaient à l'esprit le précédent de la Révolution française, dans laquelle des clubs politiques tels que celui des Jacobins furent des acteurs clés. Ils préconisaient la même chose pour l'Allemagne en 1850, mais cette fois sous forme de clubs prolétariens (formant ce que nous appellerions aujourd'hui un parti de masse) dont la tactique devait consister à surenchérir constamment sur les démocrates bourgeois ou petits-bourgeois. Le parti prolétarien doit agir ainsi afin de faire

avancer le processus révolutionnaire, en le transformant en un processus continu : « *la révolution en permanence* » est le terme qu'ils utilisèrent dans ce célèbre document.

Marx et Engels passèrent ensuite plusieurs années sans être formellement engagés dans une organisation politique, jusqu'à la fondation de la I^{ère} Internationale en 1864. Le rôle qu'ils s'attribuaient à cette époque était d'agir directement au niveau international, plutôt que de s'engager dans une organisation nationale. La I^{ère} Internationale a rassemblé un large éventail de courants. Elle était tout sauf monolithique, comprenant ce que nous appellerions aujourd'hui des réformistes de gauche, ainsi que des anarchistes et, bien sûr, les marxistes. Les anarchistes eux-mêmes se composaient principalement de deux courants différents : les partisans du français Proudhon et les partisans du russe Bakounine. Ainsi, une variété de tendances et d'organisations ouvrières rejoignirent la I^{ère} Internationale, dont le nom officiel fut « Association internationale des travailleurs » (le langage archaïque de l'époque omettait les travailleuses).

La I^{ère} Internationale culmina avec la Commune de Paris. Nous avons célébré cette année le 150^e anniversaire de la Commune, le soulèvement des masses laborieuses, des ouvrier.e.s et des petit.e.s-bourgeois.es de Paris, qui commença le 18 mars 1871 et s'acheva par une répression sanglante après deux mois et demi environ. Cette fin tragique mit fin à l'Internationale après une forte intensification des luttes intestines entre fractions, comme cela arrive très souvent dans les périodes de défaite et de reflux.

La II^{ème} Internationale, la social-démocratie, Lénine et Luxemburg

L'étape suivante sera l'émergence de la social-démocratie allemande, que Marx et Engels ont suivie de très près depuis l'Angleterre. La *Critique du programme de Gotha*[\[4\]](#), qui est un commentaire sur le projet de programme du Parti socialiste ouvrier d'Allemagne avant son congrès fondateur en 1875, est un des textes les plus connus de Marx.

Plus tard, après la mort de Marx en 1883, la II^{ème} Internationale fut fondée l'année du premier centenaire de la Révolution française en 1889. Engels était encore actif ; il mourra six ans plus tard. Marx et Engels ont donc contribué à des types d'organisation très divers au cours de leur vie. Considérons les deux Internationales : la II^{ème} regroupait des partis ouvriers de masse, très différents des groupes impliqués dans la I^{ère}, tout en comprenant un éventail plus étroit d'opinions politiques. Bien qu'elle ait été tout à fait ouverte au débat, les anarchistes n'étaient pas bienvenus dans ses rangs. La II^{ème} Internationale était basée sur des partis ouvriers de masse engagés dans toute la gamme des formes de lutte de classe, depuis les syndicats jusqu'aux élections, luttes qu'il était devenu de plus en plus possible de mener légalement dans la plupart des pays européens à la fin du XIX^e siècle.

Ces partis ouvriers impliqués dans la lutte de masse sont apparus dans le contexte d'une critique du blanquisme, c'est-à-dire de l'idée qu'un petit groupe de révolutionnaires éclairés peut prendre le pouvoir par la force, par un coup d'État, et rééduquer les masses après avoir pris le pouvoir. Cette perspective, issue de l'un des courants radicaux qui se sont développés à partir de la Révolution française, avait été fortement critiquée par Marx et Engels comme illusoire ; ils lui opposaient leur conception profondément démocratique de la transformation révolutionnaire de la société.

Depuis l'époque de Marx et Engels, le marxisme a connu divers avatars, comme on le sait, mais le plus dominant au XX^e siècle a été incontestablement le modèle russe. Il s'agit plus précisément de la variante du marxisme développée par la fraction bolchevique du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, une section de la II^{ème} Internationale. Après la scission du parti en 1912, les deux ailes – bolchevique et menchevique – restèrent affiliées à l'Internationale, qui ne tarda pas à entrer en crise avec le début de la Première Guerre mondiale en 1914.

Les conditions de la Russie étaient, bien sûr, tout à fait exceptionnelles par rapport à celles de la France ou de l'Allemagne, ou de la plupart des autres pays où existaient de grandes sections de l'Internationale. La Russie était gouvernée par le tsarisme, un État très répressif qui n'accorda de libertés politiques que durant de brèves périodes. Les révolutionnaires russes devaient agir dans la clandestinité la plupart du temps, en se cachant de la police politique.

C'est à la lumière de ces conditions très spécifiques qu'il faut considérer la naissance du léninisme en tant que théorie du parti. Il naquit au tout début du siècle dernier, son premier document majeur étant l'ouvrage de Lénine intitulé *Que faire ?* (1902)[5]. Ce livre offrait une conception de l'organisation et de la lutte qui, dans une très large mesure, était le fruit des circonstances que je viens de décrire : le parti clandestin de révolutionnaires professionnels agissant de manière « conspiratrice », la seule manière d'opérer pour les révolutionnaires dans les circonstances de l'époque en Russie.

Et pourtant, lorsque l'on examine l'évolution de la pensée de Lénine sur la question, on constate qu'après la Révolution de 1905, il modifia sa perspective vers une meilleure évaluation du potentiel de radicalisation spontanée des masses ouvrières. Alors qu'il avait initialement insisté sur le fait que le penchant spontané des travailleurs ne pouvait dépasser les limites d'une perspective syndicaliste, il réalisa en 1905 que les masses ouvrières pouvaient, par moments, se montrer plus révolutionnaires que n'importe quelle autre organisation – y compris la sienne !

Cela ne résolut pas pour autant le conflit qui s'était développé avant 1905 entre les mencheviks et les bolcheviks à propos de la conception du parti : fallait-il un parti ouvert et à quel point ? Quelles devaient en être les conditions d'adhésion ? Fallait-il que tou.te.s les membres du parti soient pleinement engagé.e.s dans l'activité politique quotidienne, ou pouvait-il inclure les sympathisant.e.s versant une cotisation, sans considération de leur niveau d'engagement dans l'action ? Cette discussion s'est intensifiée en 1903. Mais lorsque le parti scissionna des années plus tard, en 1912, la divergence la plus grave était d'ordre politique – l'attitude envers la bourgeoisie libérale – plutôt qu'organisationnel. Cela explique l'attitude de quelqu'un comme Trotsky, qui était très critique de la conception du parti exprimée dans *Que faire ?* tout en étant politiquement plus proche des bolcheviks. D'où sa position conciliante envers les deux ailes après 1912, ayant été en accord et en désaccord avec chacune d'elles sur différentes questions.

À la même époque, Rosa Luxemburg était en fait plus critique à l'égard du parti social-démocrate allemand que Lénine. Alors que celui-ci considérait ce parti comme un modèle et une source d'inspiration essentielle, Rosa Luxemburg était la plus importante critique de gauche de la direction du parti. Elle aussi critiquait la conception du parti de Lénine, car elle misait fondamentalement sur le potentiel révolutionnaire des masses ouvrières et leur capacité à déborder la direction du parti social-démocrate en période révolutionnaire.

Ce bref, et seulement partiel, aperçu suffit à montrer qu'il existait une variété complexe de

conceptions du parti ouvrier et de son rôle. Ce fait rend d'autant plus important la prise en compte des conditions différentes des différents pays dans lesquels se trouvaient les tenants de chacune de ces conceptions. Le parti bolchevique est devenu un grand parti de masse en 1917. Au cours de la radicalisation du processus révolutionnaire cette année-là, il a gagné à ses vues une grande partie de la classe ouvrière russe et d'autres composantes de la base sociale de la révolution russe : soldats, paysans, etc. Afin d'absorber la radicalisation de masse en cours, le parti ouvrit largement ses rangs. Nous voyons ici à l'œuvre la flexibilité de la forme organisationnelle qui est nécessaire pour s'adapter aux circonstances changeantes.

La formule « *centralisme démocratique* », que l'on attribue généralement au léninisme, n'est pas de Lénine en réalité. Elle résume le fonctionnement organisationnel de la social-démocratie allemande, indiquant la combinaison de la démocratie dans le débat et du centralisme dans l'action. Elle n'était pas destinée à empêcher la discussion. Au contraire, l'accent était mis sur la qualification démocratique dans l'expression. Même dans les conditions très dures de la Russie tsariste, il y a toujours eu beaucoup de discussions, de conflits ouverts et de création de fractions organisationnelles au sein de chaque aile du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Les discussions purent se dérouler au grand jour en Russie lorsque les conditions changèrent en 1917.

Ce n'est que plus tard, en 1921, dans le contexte des conditions difficiles créées par la guerre civile, que les fractions furent interdites au sein du Parti communiste (l'héritier de l'aile bolchevique du parti ouvrier social-démocrate) – une décision qui s'est avérée être une erreur fatale. Elle n'a résolu aucun problème, mais a été utilisée par une fraction du parti, un groupe au sein de sa direction, afin de prendre le contrôle total du parti et se débarrasser de toute opposition. Ce fut le début de la mutation stalinienne.

En 1924, Staline redéfinit le léninisme et le consigna dans un ensemble de dogmes[6]. Il s'agit en particulier d'une conception très centraliste et antidémocratique du parti : le culte du parti et de sa direction, une discipline de fer, l'interdiction des fractions et, par conséquent, de la discussion organisée au sein du parti. On y trouve la conception du parti comme instrument de la « dictature du prolétariat », un point de vue étranger non seulement à Marx et Engels, mais même au livre de Lénine *L'État et la révolution* (1917)[7], dans lequel le parti n'est même pas mentionné dans la définition de cette dictature (ce qui, d'une certaine manière, est en fait un problème, car le livre aurait dû discuter des droits et du rôle des partis après la révolution). Le plus important est que cette idée – que le parti incarne la dictature du prolétariat – est également devenue un pilier de ce qui était considéré à cette époque, par la plupart, comme constituant le léninisme.

Gramsci, guerre de positions et guerre de mouvement

De la même manière que se sont développés différents avatars du marxisme, il y a eu différents léninismes : celui des staliniens, que je viens de décrire, et d'autres léninismes, notamment parmi les groupes qui se disent trotskistes. Certains de ces derniers étaient en fait plutôt proches de la version stalinienne ; à l'opposé, on trouve quelqu'un comme Ernest Mandel[8], le marxiste belge, dont le léninisme se rapproche beaucoup de la perspective de Rosa Luxemburg.

Une réflexion fort intéressante qui s'est développée après la révolution russe est celle d'Antonio Gramsci, le célèbre marxiste italien[9]. En considérant les événements qui se

déroulaient en Europe, il a souligné la différence entre les conditions de la Russie et celles de l'Europe occidentale. Nous revenons ici, une fois encore, à notre point de départ : les circonstances, la situation concrète de chaque pays et région. En Europe occidentale, la démocratie libérale allait de pair avec « l'hégémonie » bourgeoise. La bourgeoisie, pour gouverner, ne s'appuyait pas seulement sur la force, mais aussi sur le consentement d'une majorité populaire.

Il faut tenir compte de cette différence majeure, plutôt que de simplement copier l'expérience russe. Dans les conditions de type occidental, le parti ouvrier doit s'efforcer de construire une contre-hégémonie, c'est-à-dire de gagner le soutien de la majorité pour rompre avec la domination idéologique bourgeoise. Il doit mener une guerre de positions dans des conditions de démocratie libérale qui permettent au parti de conquérir des positions au sein même de l'État bourgeois par le biais d'élections. Cette guerre de positions est le prélude à une guerre de mouvement, une distinction empruntée à la stratégie militaire. Dans une guerre de positions, une force armée se retranche dans des positions fortes et des bastions, tandis que dans une guerre de mouvement, les troupes se mettent en mouvement afin d'occuper le territoire de l'ennemi et briser sa force armée. Ainsi, dans les conditions occidentales typiques, le parti ouvrier devrait envisager une guerre de positions prolongée tout en se préparant à passer à une guerre de mouvement lorsque cela deviendrait nécessaire.

Une conception matérialiste du parti et l'internet

Permettez-moi d'ajouter à tout cela ce que j'appellerais une conception matérialiste du parti. Pour les marxistes, le point de départ de l'analyse des conditions sociales et politiques est le matérialisme historique : les formes d'organisation d'une société donnée tendent à correspondre à ses moyens technologiques. Cet axiome peut être étendu à toutes les formes d'organisation : elles s'adaptent normalement aux conditions matérielles. C'est bien le cas des modes de gestion des entreprises capitalistes. Il en va de même pour l'organisation révolutionnaire : son type et sa forme dépendent en grande partie des moyens qu'elle utilise pour produire sa littérature, qui sont à leur tour déterminés par la technologie et les libertés politiques disponibles. Ainsi, si un parti s'appuie principalement sur l'imprimerie clandestine, il s'agit nécessairement d'une organisation conspiratrice qui exige un haut degré de centralisation et de secret. S'il peut imprimer sa littérature ouvertement et légalement, il peut être une organisation ouverte et démocratique (s'il est conspirateur par choix, plutôt que par nécessité, il s'agit généralement plus d'une secte que d'un parti). Cela nous amène à l'internet en tant que révolution technologique majeure dans la communication. La croyance que ce changement technologique ne devrait pas affecter la conception du parti est le signe indubitable que ce dernier est devenu une organisation dogmatique quasi-religieuse.

De nos jours, toutes les formes d'organisation sont largement conditionnées par l'existence de l'internet. C'est pourquoi la mise en réseau est devenue une forme d'organisation beaucoup plus répandue qu'elle ne pouvait l'être auparavant. Rendue possible par les réseaux virtuels, tels que les médias sociaux, elle peut également faciliter la constitution de réseaux réels. Grâce à l'internet, un mode de fonctionnement beaucoup plus démocratique est possible, tant dans le partage de l'information que dans la prise de décision. Il n'est pas nécessaire de faire venir des gens de très loin pour qu'ils se rencontrent physiquement chaque fois que vous avez besoin de mener un débat démocratique et de prendre une

décision.

Le potentiel de l'internet est énorme, et nous ne sommes qu'au début de son utilisation. Il nourrit la forte aversion pour le centralisme et les cultes du leadership qui existe parmi la nouvelle génération. Je crois qu'il est plutôt sain qu'une telle défiance existe parmi la nouvelle génération, en comparaison des attitudes qui ont prévalu au XX^e siècle.

Le travail en réseau est à l'ordre du jour. Cela a commencé très tôt avec les Zapatistes qui ont prôné ce type d'organisation dans les années 1990. Une incarnation majeure aujourd'hui est le mouvement Black Lives Matter (BLM). Ce mouvement a débuté il y a quelques années, principalement sous la forme d'un réseau constitué autour d'une plateforme en ligne et d'un ensemble de principes communs. Les groupes locaux ne s'engagent qu'à respecter les principes généraux du mouvement, qui n'a pas de structure centrale : ce n'est qu'un réseau horizontal sans centre dirigeant ; pas de hiérarchie, pas de verticalité. C'est un produit de notre époque qui n'aurait pas été possible à une telle échelle sans la technologie moderne. C'est une bonne illustration de la conception matérialiste de l'organisation.

La mise en réseau est également à l'œuvre dans un autre développement majeur récent, survenu sur le continent africain, au Soudan. La révolution soudanaise qui a débuté en décembre 2018 a vu la formation de « comités de résistance », qui sont des structures locales principalement actives dans les quartiers urbains, chacune d'entre elles impliquant des centaines de membres, principalement des jeunes[10]. Dans chaque grande zone urbaine, il y a des dizaines de ces comités, avec des centaines de participants chacun. Des dizaines de milliers de personnes sont organisées de cette manière dans des zones urbaines clés. Les « comités de résistance » fonctionnent tout à fait comme BLM : principes et objectifs communs, pas de direction centrale, utilisation intensive des médias sociaux. Mais ils ne se sont pas inspirés de BLM. Ils sont plutôt un produit de l'époque, un produit de l'aversion susmentionnée pour les expériences centralistes du passé et leurs tristes résultats, combinée aux nouvelles technologies.

Cela ne supprime pas pour autant la nécessité d'une organisation politique de celles et ceux qui partagent les mêmes idées, de celles et ceux qui, comme les communistes du *Manifeste*, partagent des points de vue spécifiques et veulent les promouvoir. Mais le degré qualitativement plus élevé de démocratie organisationnelle permis par la technologie moderne s'applique également à ces partis de celles et ceux qui partagent les mêmes idées.

Pour conclure, le point essentiel que j'ai évoqué au début est que le type d'organisation dépend des conditions concrètes du lieu où elle doit être construite. Le temps et le lieu sont déterminants, en plus de la dimension technologique. Il est très important d'éviter de tomber dans le sectarisme des « partis d'avant-garde » autoproclamés. L'avant-garde est un statut qui doit être acquis dans la pratique, et non proclamé. Pour être véritablement une avant-garde, il faut être considéré comme tel par les masses.

Les révolutionnaires marxistes qui souhaitent construire un parti d'avant-garde devraient se considérer, comme dans le *Manifeste communiste*, comme faisant partie du mouvement de classe plus large qui implique d'autres organisations de différents types. Ils et elles devraient viser à construire un parti de masse de la classe ouvrière et à parvenir à le diriger – si et quand ils et elles parviennent à convaincre la majorité de leurs opinions. C'est aussi la raison pour laquelle ils doivent rejoindre les partis de masse, ouvriers et anticapitalistes là où ils existent, ou contribuer à leur construction. Ce n'est pas en construisant un « parti

d'avant-garde » autoproclamé et en recrutant des membres dans ses rangs l'un.e après l'autre que l'on construit un parti de masse. Cela ne fonctionne pas de la sorte. En outre, le socialisme ne saurait être autrement que démocratique. C'est banal de le dire, mais cela signifie que l'on ne peut pas changer la société pour le mieux sans une majorité sociale en faveur du changement. Sinon, comme l'histoire nous l'a montré si tragiquement, on aboutit à la production de l'autoritarisme et de la dictature. Et cela a un prix énorme.

Mon dernier point concerne la nécessité d'une vigilance démocratique contre les effets corrosifs des institutions bourgeoises et des tendances bureaucratiques. Il est de nos jours possible de s'engager dans la guerre de positions décrite par Gramsci, qui comprend une lutte au sein des institutions électives de l'État bourgeois, dans la plupart des pays du monde, même s'il reste encore plusieurs États dictatoriaux. Cette lutte doit, bien sûr, être combinée avec une lutte de l'extérieur des institutions bourgeoises, par le biais des syndicats et de diverses formes de lutte de classe, comme les grèves, les sit-in, les occupations, les manifestations, etc.

Au cours de la guerre de positions, les révolutionnaires sont confronté.e.s aux effets corrosifs des institutions bourgeoises, car les élu.e.s peuvent être affecté.e.s par le pouvoir corrompateur du capitalisme. On peut dire la même chose du pouvoir corrompateur de la bureaucratie, qui est à l'œuvre dans les syndicats et autres institutions de la classe ouvrière. Les révolutionnaires doivent rester vigilant.e.s face à ces risques inévitables et réfléchir à de nouvelles façons d'empêcher cet effet corrosif de prévaloir. Cela aussi est une des leçons clés de l'histoire que nous devons garder à l'esprit.

*

Ce texte est la transcription, traduite de l'anglais, d'un exposé de Gilbert Achcar intitulé « Marxisme, stratégie socialiste et parti » fait le 25 avril 2021 pour l'initiative sud-africaine [Dialogues for an Anti-capitalist Future](#) (Dialogues pour un avenir anticapitaliste), publiée initialement en anglais le 28 août 2021 par la revue étatsunienne en ligne [Tempest](#) et d'abord publiée en français par [Inprecor](#).

Notes

[1] K. Marx, F. Engels, [le Manifeste du Parti communiste](#)

[2] *Ibid.*

[3] K. Marx, F. Engels, [Adresse du Comité central à la Ligue des communistes](#)

[4] K. Marx, [Critique du programme de Gotha](#)

[5] V.I. Lénine, [Que faire ?](#)

[6] J. Staline, [Des principes du léninisme, Conférences faites à l'université Sverdlov](#)

[7] V.I. Lénine, [L'État et la révolution](#)

[8] E. Mandel, [La théorie léniniste de l'organisation](#)

[9] A. Gramsci, [Notes sur Machiavel, sur la politique et sur le Prince moderne](#)

[10] G. Achcar, [Où va la « révolution de décembre » au Soudan ?](#)